

# ANTIRESSE

N° 267 | 10.1.2021

## Les oies du Capitole

### Nécessité de la dictature

### La fin de l'auto



Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

## Les oies du Capitole

**L**E 6 JANVIER EST D'ORES ET DÉJÀ INSCRIT DANS L'HISTOIRE AMÉRICAINE ET MONDIALE À L'ÉGAL DU 11 SEPTEMBRE. IL EST TROP TÔT POUR COMPRENDRE CE QUI S'EST VRAIMENT PASSÉ, MAIS ON PEUT DÉJÀ ENTREVOIR DE QUOI CET ÉVÉNEMENT EST LE SIGNE.

Les oies du Capitole de Rome étaient glorifiées pour avoir sauvé la cité en avertissant les Romains de l'invasion gauloise. Les oies du Capitole moderne se sont laissées enfermer dans un piège grossier où elles risquent de laisser leurs plumes. Elles ne nous en adressent pas moins elles aussi une sérieuse mise en garde.

### UN CRI DES PROFONDEURS

Donald Trump est un homme d'un autre temps. Inviter ses partisans à Washington le jour de l'introduction de son concurrent aura été la plus grave erreur de sa présidence. Le but était d'obtenir un désaveu du

collège électoral. Des sénateurs républicains s'étaient engagés à contester la légitimité de certains grands électeurs sur la base des fraudes électorales avérées. Pendant des semaines, des équipes d'enquêteurs et d'avocats avaient rassemblé des preuves assez spectaculaires. Il y avait peu de chances que cette contestation retourne l'issue du vote. Elle pouvait en revanche sérieusement délégitimer la nouvelle administration.

Elle n'aura jamais lieu. Le Capitole a été envahi juste au bon moment. Le temple de la démocratie américaine a été occupé avec une facilité déconcertante. La vague populaire y a déferlé comme une ruée de manants

dans le château de la Belle au bois dormant, les yeux écarquillés et le selfie en mode rafale. Elle ne s'imaginait même pas à quoi son incursion allait servir.

La forteresse était-elle même défendue? Des séquences vidéo montrent des policiers retirant les barrières et invitant la foule à pénétrer l'enceinte. Parce qu'ils sont pro-Trump, ou parce qu'il y a consigne? Impossible à dire.

Puis l'on voit des agitateurs fracasser des vitres sous les huées: des voix les qualifient d'«antifas». Mais la foule étant la foule — un mental compact et infantile, selon Gustave Le Bon(1) —, elle va s'engouffrer dans les brèches qu'on lui ouvre. Une femme non armée est abattue en essayant de passer par une fenêtre cassée. Juste derrière elle, filmant son agonie, se trouve John Sullivan, un extrémiste de gauche notoire, fondateur d'une organisation séditieuse arrêté en juillet dernier pour intimidation et menaces. Que fait-il là, ce soldat isolé du camp BLM/antifa, au milieu des trumpistes? CNN et le *Daily Mail* l'interviewent, mais oublient de lui poser cette question de base.

Les images qui suivent semblent tout droit sorties d'un film de David Lynch. C'est comme si tout l'inconscient américain, chaotique, tellurien et débridé, avait envahi les décors pseudoclassiques de l'officialité yankee obsédée par l'Empire romain. Dans la cohue bigarrée se distingue un sorcier à cornes, tatoué et peint, heureux comme un

gosse avec son mégaphone. Le «Q chaman» Jake Angeli (c'est son nom) est devenu l'emblème de cette journée folle. Tout comme l'Amérique d'en haut croit pouvoir résoudre des problèmes géopolitiques avec des bombes, l'Amérique d'en bas croit dissiper des forfaitures juridiques avec des conjurations et des battes.

### LES IDÉOLOGUES CONTRE LES TECHNOLOGUES

En convoquant un tel barnum dans la capitale, l'équipe de Trump devait savoir qu'elle n'était pas la seule à préparer cette journée. L'adversaire s'y préparait aussi. Pendant que les premiers raisonnaient en idéologues — volonté populaire, justice, Constitution, etc. — les seconds pensaient en technologues, n'ayant de meilleures armes pour défendre l'intronisation d'un vieillard sénile et corrompu. Ils ne pouvaient mobiliser des masses, mais ils avaient le dispositif de narration qui permet d'effacer les masses. Il était absolument nécessaire que l'élan trumpien soit neutralisé et retourné contre lui-même. Mission accomplie.

Le 6 janvier est-il donc un coup monté? Peut-être, mais pourquoi chercher si loin? Le piège médiatique était déjà en place depuis quatre ans. Il fallait juste laisser faire. Les oies en colère n'ont besoin de personne pour saccager un parterre de fleurs. Il suffit qu'on les laisse entrer.

Les commentateurs de droite ont immédiatement fait allusion à l'incendie du Reichstag (comme on l'a fait en Europe, mais en l'imputant à

Trump!). Ce cri au complot, comme toute la mobilisation précédant le 6 janvier, dénote la coloration «vingtiémiste», voire «dixneuviémâtre» du mouvement trumpien. Depuis le 3 novembre, on a eu le spectacle d'un légalisme vain, de démarches inabouties, de menaces non suivies d'effets, d'épées solennellement tirées du fourreau pour ne rien trancher. Comme si cette conception traditionnelle de la lutte civique était totalement frappée d'impuissance.

On est encore en 1848, on raisonne encore en termes de barricades, de souveraineté populaire, de droits et de libertés. On suit religieusement les oracles d'un mystérieux *insider* nommé «Q» qui n'est peut-être qu'un algorithme mis en place pour hameçonner les dissidents. On croit au mythe national et à l'indépendance des institutions dans un système post-démocratique de plus en plus intégré.

En face, on ne s'occupe que de communication, de procédures, de *storytelling* et de contrôle. Les correspondances de Hillary Clinton et de ses conseillers divulguées par WikiLeaks révèlent l'effarant cynisme de ces stratagèmes. Le pouvoir réel, on l'a vu, est ailleurs, chez ceux qui d'un clic peuvent bâillonner un président. Le parlement n'est plus qu'un appât symbolique pour des mentalités passéistes. La puissance déserte les institutions comme la richesse déserte le centre des villes. Le Capitole est à la politique ce que Detroit est à l'automobile. Un vestige d'une époque révolue qu'on peut bien



mettre à sac. On aurait aimé voir le Pentagone ou le siège de Google si mollement protégé...

#### LA VALLEY DES ROIS

La riposte des «bleus» a été aussi brute et fulgurante que l'insurrection des «rouges» fut minutieuse et délayée. Dès le lendemain, une machinerie de censure à grande échelle, sans doute préparée d'avance, s'est mise en branle. Fermeture des comptes de Trump et de ses principaux soutiens. Étouffement par Google et Apple de leur plateforme de secours, Parler. Un climat de peur s'installe. Pour une opinion si obnubilée par les réseaux, un bannissement sur Twitter apparaît aussi grave qu'une arrestation.

Les médias, quant à eux, hurlent au *coup* pour une irruption tragico-mique dans le Capitole alors qu'ils n'avaient trouvé rien à redire aux émeutes de gauche qui ont mis Washington, Portland et bien d'autres villes à feu et à sang en 2020. Même les violations massives des sacro-saintes règles sanitaires à cette occasion ne les avaient pas émus. Le parti pris est franc et massif.

Le voici donc, le coup d'État réel. Celui qui peut faire taire un roi, c'est lui le roi. Et sa nouvelle cour est à la Silicon Valley.

La portée de ce putsch est encore difficile à appréhender, mais le précédent est énorme, et il a soulevé l'indignation dans le monde. Glenn Greenwald, l'une des consciences mondiales du journalisme d'enquête qu'on ne peut soupçonner de sympathies trumpiennes, écrit ainsi le 7 janvier:

Une poignée d'oligarques de la Silicon Valley décident qui peut et ne peut pas être entendu, y compris le président des États-Unis. Ils exercent ce pouvoir unilatéralement, sans normes, sans responsabilité et sans appel. Les politiques les supplient maintenant de faire taire leurs adversaires ou de permettre à leurs alliés de parler.

Le lanceur d'alerte exilé Edward Snowden souligne lui aussi l'énormité du coup:

Facebook fait officiellement taire le président des États-Unis. Pour le meilleur ou pour le pire, on se souviendra de ce moment comme d'un tournant dans la bataille pour le contrôle de la parole numérique.

Épouvante partagée en France par Marine Le Pen... mais aussi le communiste François Ruffin:

Trump, c'est pas ma tasse de thé... Mais la fermeture, désormais définitive, de son compte par Twitter me paraît scandaleuse. Doit-on déléguer notre liberté d'expression aux géants de la Silicon Valley? Demain, ce sera pour nous tous, cette censure numérique, et privée.

On pourrait encore citer bien des indignés comme le président du Mexique, qui eut pourtant maille à partir avec Trump. Mais observez plutôt ceux qui applaudissent cette censure sans restriction: ce sont les gardiens de l'e-goulag de demain. Et ils sont généralement... centristes!

L'un des gestes les plus symboliques de cette prise de pouvoir est la rupture de contrat brutale signifiée par l'éditeur Simon & Schuster au sénateur Josh Hawley, qui devait publier prochainement un livre intitulé... *La Tyrannie de la Big Tech*. Le brillant jeune républicain est coupable d'avoir contesté le vote et soutenu la prise du Capitole. Mais il était surtout membre de la commission sénatoriale qui avait mis à mal les patrons de Facebook et Twitter qu'il appelait des «barons de la pègre modernes».

#### LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINNE MISE À NU

On le voit rétrospectivement, le Rouquin populiste était réellement un grain de sable. Sans lui, comme dans le système soviétique, la nomenklatura financière et technologique, les médias et les services secrets fonctionnent dans l'harmonie d'un entre-soi parfait d'où la masse est exclue.

D'un point de vue historique, c'est aussi l'aboutissement d'une évolution ancienne. Sur l'écueil Trump, le parti républicain aura démontré l'inanité de son pilotage et va probablement finir naufragé. Quant au parti bleu, il devient cette

créature hors-sol qui sommeillait en lui depuis les origines. Le pouvoir démocrate consiste en une alliance bizarre entre des geeks immatures et une gériatrie en phase terminale, entre des marges revendicatrices et la haute finance.

Dès 1969, Carroll Quigley avait défini en une phrase la nature essentielle de la lutte de castes américaine que le coup d'État actuel met à nu :

«...une lutte entre le parti des classes moyennes, les républicains, et le parti des franges, les démocrates.» (*Tragedy and Hope*, p. 879)

Le lynchage de Donald Trump inaugure l'écrasement des classes moyennes entre le marteau des grandes fortunes et l'enclume des minorités agressives. Sa victoire était, déjà, le signe d'un déséquilibre grave de la société américaine: le phénomène du «Robin des Bois à l'envers» qui, par la délocalisation mondialiste et la montée de la *Big Tech*, avait littéralement détrossé les pauvres pour engraisser les riches(2). Lui s'était posé comme un Robin des Bois à l'endroit.

Dans cette lutte des classes, l'initiative de l'agression est toujours du même côté, même si la rhétorique des médias martèle le contraire. Mais dans la vie réelle, ce ne sont jamais les oies qui égorgent les renards.

## ET MAINTENANT?

Il peut se passer encore bien des choses jusqu'au 20 janvier, et les plaies ouvertes pourraient ne jamais se refermer.

L'Amérique des vétérans et des chamanes n'a pas dit son dernier mot et elle tient (on l'oublie!) un terrain énorme — pratiquement tout cet espace compris entre les deux côtes que la nomenclatura appelle avec mépris le «*flyover country*» — le pays qu'on survole. Avant de céder le terrain, l'administration Trump aura déballé quantité de documents sur la corruption du système. La censure fébrile est toujours un signe de peur et le camp des technologues sait de toute évidence que son emprise est mince.

Il reste que le disque dur du fils Biden est entre les mains de la police, que la corruption de cette famille est notoire malgré les efforts fournis par les médias pour l'occulter et que le vol des urnes reste la tache noire de ces élections présidentielles. On voit mal comment les 75 millions privés de leur voix et de leur porte-voix accepteraient le régime imposé, à moins d'une effarante dictature. Ou d'une diversion sur la scène internationale qui ne manquera pas d'arriver, mais ne résoudra rien.

Comme l'hôtel hanté du film *Shining*, tout l'empire américain est bâti sur un cimetière indien. L'irruption d'un chamane, fût-il de carnaval, dans le cœur symbolique du pouvoir yankee n'est pas un signe à prendre à la légère. Il y a des malédictions qui traversent les siècles.

## NOTES

1. *Psychologie des foules*, 1895.
2. Voir à ce sujet l'interview éclairante de l'investisseur technologique démocrate Swati Mylavarapu.



ENFUMAGES par Eric Werner

## La dictature, cette nécessité

**F**ICHAGE DE VOS CONVICTIONS, DE VOS ACTIVITÉS SUR INTERNET, DE VOS DÉPLACEMENTS, DE VOTRE ÉTAT DE SANTÉ... ON VOIT MAL SUR QUOI, DEPUIS LES DÉCRETS DU 4 DÉCEMBRE, L'ÉTAT FRANÇAIS N'AURAIT PAS LE DROIT DE COLLECTER LES DONNÉES. MAIS LE MODÈLE DE SOCIÉTÉ QUI S'EST INSTAURÉ EN OCCIDENT POURRAIT-IL MÊME FONCTIONNER SANS UN CONTRÔLE SOCIAL SÉVÈRE?

La pandémie occupe aujourd'hui le devant de la scène, et donc, plus ou moins, tout le reste passe à l'arrière-plan. Plus ou moins. Car, en même temps, la vie continue.

Témoin, en France, ces trois décrets du 4 décembre dernier, élargissant les possibilités légales de fichage des personnes «présentant un danger pour la sûreté de l'État», ou encore pour les «intérêts fondamentaux de la Nation». Par ces textes, l'État se donne à lui-même le droit de collecter des données sur les opinions politiques des personnes ici visées, sur leurs convictions philoso-

phiques et religieuses, leurs activités sur Internet, leurs déplacements géographiques, leur état de santé, etc. Sur *tout*, en fait. On voit mal en effet sur quoi, désormais, l'État français n'aurait *pas le droit* de collecter de données. On dit il est vrai que cela ne concerne que les personnes «présentant un danger pour la sûreté de l'État», respectivement «pour les intérêts fondamentaux de la Nation». Mais de telles expressions sont très élastiques. L'affaire de Tarnac il y a une dizaine d'années et plus récemment l'épisode des Gilets jaunes nous ont appris qu'il n'en faut pas beau-

coup aujourd'hui en France pour se voir traité de «terroriste».

Nous n'allons pas ici pas ici perdre notre temps à pleurer sur nos libertés perdues ou d'autres choses de ce genre. Essayons plutôt de comprendre ce qui se passe (1).

#### ADAPTER LA LOI À LA PRATIQUE

L'État français n'a évidemment pas attendu le 4 décembre 2020 pour fichier ses propres citoyens, qu'ils présentent ou non un danger pour la «sûreté de l'État» ou pour les «intérêts supérieurs de la Nation». Il le fait depuis longtemps. *Tous les États* en réalité le font, l'État français comme les autres. Croit-on peut-être que l'État, disons suisse, ne collecte pas de données sur les opinions politiques et religieuses de ses propres citoyens, sur leurs déplacements géographiques, leur état de santé, et cætera? Évidemment qu'il le fait (même s'il prétend le contraire et prend des airs de vierge effarouchée chaque fois qu'on aborde le sujet). Comme aussi l'État allemand, italien, autrichien, etc. C'est évidemment contraire à la démocratie, mais s'il fallait dresser une liste de toutes les atteintes actuelles à la démocratie dans les pays qu'on vient de citer, on y passerait de longues heures. Ce n'en est qu'une parmi d'autres, non la pire, d'ailleurs.

Qu'y a-t-il dès lors de nouveau dans ces décrets? Deux choses. La première est qu'ils légalisent ce qui jusque-là était interdit et ne se faisait dès lors qu'en cachette. L'État n'a plus besoin désormais de se cacher

pour le faire, il peut le faire ouvertement. Il y gagne ainsi en confort. On retrouve ici une tendance assez générale à notre époque, celle de se moquer des formes et des convenances, pour jouer désormais cartes sur table. Ici aussi on joue cartes sur table, et pensez de moi ce que vous voudrez: l'État c'est moi. Sauf que, dans le cas présent, on ne se limite pas à supprimer tous les masques, tous les déguisements, on adapte la loi à la pratique. La loi est ici très claire: l'État a tout à fait le droit d'espionner ses propres citoyens et de les fichier. On serait en tout cas très mal venu de lui en faire le reproche. On reste ainsi dans le cadre de l'État de droit. Les dictatures se montrent toujours très respectueuses de l'État de droit. On change la loi s'il le faut, mais on la respecte toujours.

C'est la première nouveauté. La seconde s'inscrit dans le prolongement de la première, en ce sens que lorsqu'on dit que l'État peut faire un certain nombre de choses, on sous-entend bien évidemment qu'il *doit* les faire. Ce n'est pas seulement une possibilité offerte, mais une obligation. L'État *se doit* de collecter des données sur les personnes présentant un danger pour la «sûreté de l'État» ou pour les «intérêts supérieurs de la Nation», autrement il faillirait à sa tâche. C'est ce que dit en fait le texte. Or, encore une fois, de telles incriminations sont très floues. Plus fondamentalement encore, il est très difficile de définir objectivement *qui* au juste présente ou non un «danger» pour la «sûreté de



l'État», ou pour les «intérêts supérieurs de la Nation». Le texte se garde bien d'ailleurs de le faire. On peut donc en inférer que nous avons *tous* aujourd'hui vocation à être fichés: tous et sans exception. C'est ce que dit aussi le texte. Mais évidemment sans le dire tout en le disant.

De tels textes ne changent donc rien à l'état de choses actuel (le fichage généralisé et à large échelle), mais d'une part ils le *clarifient*, transforment le fait en droit, et d'autre part opèrent un *passage à la limite*. Le changement est ici surtout mental. Il faut aujourd'hui se pénétrer de l'idée qu'il est tout à fait normal et même banal d'être fiché, et que c'est plutôt le contraire qui est anormal: ne pas être fiché. L'État a le droit de tout savoir sur tout le monde, et il est dès lors légitimé à nous fiché, de même qu'il l'est à recueillir notre ADN ou nos caractéristiques biométriques. On rappellera ici au passage qu'on n'a pas le droit aujourd'hui en France de s'opposer à un prélèvement d'ADN et qu'un tel refus peut entraîner une condamnation à un an de prison et 15'000 euros d'amende. Là encore c'est la loi qui le dit, et donc on ne saurait sérieusement prétendre que la France n'est pas un État de droit.

Dans cette approche, quelle serait, objectivement parlant (car, là, on

échappe à toute subjectivité), la personne la plus dangereuse pour la «sûreté de l'État», les «intérêts supérieurs de la Nation», etc.? Assurément celle qui essaierait d'échapper au fichage généralisé et mieux encore y parviendrait: là, incontestablement, l'État se devrait d'intervenir. À ce titre, les premières personnes à fiché sont bien évidemment celles ne voulant pas se laisser fiché.

#### **MULTICULTURALISME: PAS SANS FLICAGE**

Au-delà, il importe de resituer ces décrets dans leur contexte, à savoir le devenir d'ensemble du régime occidental, en même temps que la logique qui le sous-tend et probablement aussi l'explique. Il ne faut pas abuser de l'explication fonctionnelle, mais en l'espèce elle se propose assez naturellement. Les dirigeants actuels, on le sait, font reposer leur pouvoir sur l'ouverture des frontières et le brassage concomitant des populations, deux phénomènes ayant pour effet de pulvériser l'espace social, littéralement de le transformer en poussière, on pourrait aussi dire de le liquéfier. Les anciens États-Nations européens ont aujourd'hui disparu, ou n'ont plus d'autre existence que décorative. En lieu et place se sont implantés des systèmes dits multiculturels,

Le magazine de l'Antipresse est une publication de INAT Sarl. Conception, design et réalisation technique: INAT Sarl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://www.antipresse.net) ou nous écrire: [antipresse@antipresse.net](mailto:antipresse@antipresse.net)

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)

en réalité multiraciaux, systèmes par principe instables et traversés de tensions multiples et variées.

Ces tensions sont en partie voulues et instrumentées, mais les dirigeants veillent en même temps à ce qu'elles se maintiennent en certaines limites, celles au-delà desquelles les désordres existants, au lieu de leur profiter comme on le voit aujourd'hui, pourraient le cas échéant se retourner contre eux, ce qu'ils préféreraient évidemment éviter. De tels désordres oui, pourquoi pas, une guerre civile en revanche non, c'est trop risqué. C'est pourquoi, en même temps qu'ils achèvent de démanteler les frontières et d'éradiquer ce qui subsiste encore de l'ancien monde, ils s'emploient à donner toujours plus de pouvoirs à la police, dans l'espoir de garder ainsi le contrôle de la situation. On considère en effet (non sans raison) que c'est le seul moyen. C'est évidemment un jeu dangereux, car si puissante que soit la police, elle ne peut pas faire de miracles. Elle peut retarder certaines échéances, non indéfiniment les différer. Mais c'est toujours ça.

On pourrait énoncer comme prin-

cipe que plus une société est divisée intérieurement, plus elle a besoin d'une police forte si elle entend se maintenir en tant qu'entité sociale, et ainsi échapper au chaos, à la guerre de tous contre tous. D'une police forte et bien sûr aussi de tout ce qui va avec: lois de plus en plus répressives et/ou intrusives, censure, violences judiciaires, etc. En ce sens, l'État policier est l'adjuvant nécessaire et obligatoire du multiculturalisme, presque son corrélat. Il en conditionne la possibilité. On s'interroge parfois sur la viabilité du modèle multiculturel. Chacun a en tête certaines pages de Tocqueville sur le sujet. Le multiculturalisme livré à lui-même n'est pas en effet une formule très viable. Certains parlent même d'échec programmé. Il en va différemment lorsqu'il entre en symbiose avec l'État policier. Là il peut se révéler plus résistant.

#### NOTE

1. Conformément au conseil de Spinoza: «J'ai pris grand soin de ne pas tourner en dérision les actions humaines, de ne pas les déplorer ni les maudire, mais de les comprendre (*Non ridere, non lugere, neque detestari, sed intelligere*)» (*Euvres complètes*, Pléiade, 1967, p. 920).





Passager clandestin

## Olivier Tournafond: A pied, les manants!

**L**ORSQUE DANIEL COHN-BENDIT ANNONÇAIT EN JANVIER 2017 DANS *LE MONDE* «NOUS FERONS DISPARAÎTRE 93 % DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE», CE N'ÉTAIENT PAS DES PAROLES EN L'AIR. LES «ZFE» NOUS PRÉPARENT À UN AVENIR... PÉDESTRE!

La revue de l'association *40 millions d'Automobilistes* publie des informations ahurissantes sur le projet de suppression à terme de la mobilité individuelle par l'interdiction à partir de 2030 des voitures thermiques.

De fait, l'achat d'une voiture électrique ou à hydrogène s'avèrera extraordinairement coûteux et dissuasif pour une immense majorité d'usagers qui devront alors renoncer définitivement à la mobilité automobile. Un remarquable reportage diffusé sur ARTE au mois de novembre nous expliquait pourquoi. La voiture électrique ne

remplacera pas la voiture à pétrole, et la voiture à hydrogène non plus. Ce sont la marche à pied et les transports en commun qui remplaceront la voiture à pétrole! Tout le reste n'est que propagande et anesthésie sociale.

Tout cela ne pourra qu'impacter très lourdement les conditions de vie de tous, obligeant une très grande partie de la population à vivre désormais à proximité des centres urbanisés et des transports en commun. Les zones rurales éloignées ne seront l'apanage que de quelques asociaux, vivant en autarcie comme au Moyen-Âge, ou à l'inverse de quelques riches privilégiés qui pourront y posséder

de vastes domaines et qui auront, quant à eux, les moyens techniques et financiers de se déplacer. La Province ne sera reliée aux métropoles surpeuplées que par des liaisons de TGV sous haute surveillance administrative et politique.

La mise en place des «ZFE» (zones à faible émission de particules) dès 2021 constitue l'ouverture des hostilités avec la chasse aux véhicules de plus de 20 ans. Elle va déjà lourdement pénaliser une grande partie des automobilistes à court terme, puisque nous apprenons dans cet article que le Pouvoir est en train de faire homologuer en toute hâte les radars lecteurs de plaques afin de les installer aux points d'entrée des ZFE dans les mois qui viennent. La situation à Lyon va rapidement devenir proprement délirante pour 70 % des usagers si l'on en croit 40 millions d'automobilistes.

Toutes ces mesures liberticides et totalitaires, d'ailleurs beaucoup plus politiques qu'écologiques (voir en page 10 l'absence d'impact sur l'environnement de ces dispositions), entrent en phase avec d'autres mesures également liberticides et totalitaires prises dans le cadre de l'épidémie de Covid 19, en particulier le passeport vaccinal et les projets de contrôle sanitaire et social.

Considérant l'ensemble, on aboutit indiscutablement à une société de servitude pour plus de 90 % des populations, ce qui est d'ailleurs la

thèse développée par le film *Hold-Up* et quelques autres lanceurs d'alertes. Le problème est que les médias de grand chemin, loin d'informer, s'affairent essentiellement à jeter l'anathème et accuser de «complotisme» tous ceux qui décrivent ces réalités.

Le problème est aussi qu'une majorité de nos concitoyens, abreuvés de propagande et plongés dans la sidération, renoncent pour le moment à réagir aux atteintes portées à leurs libertés fondamentales. Tant qu'il n'y aura pas de violente réaction sociale, il est évident que les apprentis-dictateurs ceux-ci s'enhardiront toujours davantage.

Affaire anecdotique? Comme toujours l'effet d'annonce sert à tâter le terrain et les réactions éventuelles de la population. Si rien ne bouge, on met en place «l'effet cliquet» et les mesures, mêmes les plus absurdes et les plus grotesques, reçoivent le statut de dogmes irréversibles.

Menacés dans leurs biens, leurs entreprises, leur travail, leur mobilité, leur mode de vie et bientôt dans leur intégrité physique (vaccin à ARN), nos concitoyens sont désormais au pied du mur. La balle est dans leur camp. Comme disait Che Guevara, «Celui qui n'a pas le courage de se révolter n'a pas le droit de se plaindre!»

- Olivier Tournafond est professeur de Droit à l'Université Paris XII.

## TURBULENCES

### **SUÈDE · Des éoliennes qui tournent... au glycol-kérosène!**

Cela se passe en Suède, au pays merveilleux de Greta: pour lutter contre le réchauffement climatique induit par les moteurs à hydrocarbures, on y a installé des éoliennes. Mais quelquefois, le réchauffement climatique reste extrêmement glacial et les éoliennes gèlent. On va donc rallumer des turbines pour relancer lesdites éoliennes! Un mélange d'eau et de glycol est chauffé pendant la nuit à l'aide d'un camion équipé d'un brûleur fioul de 260 kW. À l'aube, 44 mètres cubes d'eau à 60 degrés se trouvent dans les réservoirs et l'hélicoptère peut commencer à voler en navette vers l'éolienne dont les pales sont givrées. A chaque tour, il faut 850 litres de mélange à base de glycol (antigel très bon pour l'environnement) dans un réservoir avec un pulvérisateur à moteur. Pour réussir le dégivrage, le débit doit être élevé et tout au plus tout le réservoir doit être pulvérisé en deux minutes. Pour effectuer l'opération, trois personnes sont nécessaires. Un pilote d'hélicoptère, un opérateur qui contrôle le pulvérisateur à l'aide d'un joystick et une personne au camion qui s'assure que l'hélicoptère peut remplacer rapidement le réservoir vide par un plein. Note du site [wattsupwiththat.com](http://wattsupwiththat.com), référence de la lutte contre la climatodémence: «L'image illustrant l'article est une métaphore de la folie totale du débat sur le changement climatique.»

\* C. F./3.1.2020

### **LISEZ-MOI CA! · «La Semaïson» de Philippe Jaccottet**

**Ce qu'il apporte.** *La semaison* regroupe les carnets que Philippe Jaccottet écrit entre 1954 et 1979 et publiés sous forme de journal en 1984 chez Gallimard.

Les mois et les années rythment l'ouvrage, comme des marque-temps. Ibiza est la seule ville à être nommée dans cette chro-

nologie. L'ensemble de ces notes-pensées est écrit, durant des décennies, à Grignan (Drôme Provençale), là où réside l'auteur.

Fidèle et proche de Gustave Roud, Jaccottet, dans cet ouvrage, écrit non de la prose mais des «poèmes discours», comme il le dit lui-même.

Au fil des saisons, il imprègne ses pages d'une poésie de la transcendance et de l'élévation. La nature est omniprésente et s'invite aux portes du visible et de l'invisible. L'évocation du non-dicible s'incarne dans cette intuition qui voit naître de nombreux poèmes, car elle crée cet ordre et rigueur indispensables à toute poésie.

Chez Jaccottet, le flux de vie est constant et éplait ce Un d'une multitude que le printemps annonce.

**Ce qu'il en reste.** Depuis que l'on a décrété la mort de Dieu, sa puissance n'en est que plus forte. Il n'y a nulle joie, pour Jaccottet, à la disparition des dieux. Ce deuil, il le porte même s'il n'a pas reçu la foi. Influencé par Simone Weil, il souhaite qu'une «fraternité discrète» s'impose entre les hommes.

Ainsi, dans ce dépouillement stylistique, discret et élégant, la beauté émerge et la vérité s'impose, car faite de simplicité. Cette vie en retrait des hommes et de la foule le pousse à développer un esprit critique sur notre temps et pense, comme Robert Musil, que tout progrès se paye toujours d'une régression.

**A qui l'administrer?** Ceux qui apprécient et connaissent l'œuvre de Philippe Jaccottet — rare auteur à être entré de son vivant dans La Pléiade — (re)découvriront ici la pensée subtile et universelle d'un grand poète, influent et reconnu.

- Philippe Jaccottet, *La Semaïson/Carnets. 1954-1979*, Gallimard, 1984. Une suggestion de **Patrick Gilliéron Lopreno**.

## **RUSSIE - Le réveillon secret des oligarques**

Désormais, quésaco? Ce sont les mesures prises par Poutine pour inciter les oligarques russes à rapatrier leur fortune et la réinvestir dans leur patrie. Cette politique inaugurée en 2014 a pour l'essentiel échoué. Certains ont bien profité des promesses d'amnistie pour effacer les méfaits qui leur ont permis d'amasser des milliards dans les années 90, mais il s'en faut de beaucoup pour que le produit de la «*prikhvatization*»(1) placé à l'étranger profite au pays.

L'obstacle le plus sérieux auquel s'est heurtée cette politique a été la guerre de sanctions déclarée par Washington contre les oligarques soupçonnés de se mettre au service de Poutine.

Un baromètre du courage qu'il faut à la crème des milliardaires russes pour servir leurs intérêts en même temps que ceux de leur pays est la publicité faite chaque année autour du réveillon organisé pour eux au Kremlin(2). Alors qu'en 2014 les quelques 45 heureux invités faisaient face aux caméras dans une salle d'honneur du Kremlin avant de passer à table, six ans plus tard la liste des participants a été tenue secrète et d'un menu prestigieux on est passé à un simple thé pris en catimini. Des bruits circulent aussi que dans leur désir de donner à la Russie un régime plus démocratique, les services secrets yankees auraient trouvé les meilleurs artisans d'une *regime change* dans le milieu des oligarques et des hauts fonctionnaires. Après l'échec des manifestations de rue à Moscou et suite à l'exil forcé par empoisonnement du héros de la contestation, ce nouveau scénario devient hautement probable.

Pour sauver son trône, il ne reste plus à Poutine qu'à s'inspirer de la politique musclée de la Chine à l'égard de ses propres oligarques. Comme le rapporte le *Point*, «le milliardaire Jack Ma, créateur du site d'e-commerce Alibaba et 25e homme le plus riche du monde, selon le classement Bloomberg, est porté "disparu" depuis fin

octobre. (...) Hasard ou coïncidence, il a tenu le 24 octobre un discours particulièrement critique à l'égard du régime chinois.»

• **J.-M. Bovy**/8.1.2021

Note:

1. Néologisme créé par la fusion du mot «privatisation» avec le verbe russe «*prikhvatit'*», qui signifie «prendre à l'arracher».

## **ENTRETIEN - Anne Brassié et Slobodan Despot sur TVL**

Dans ses «Perles de Culture», Anne Brassié a eu la bonne idée de réunir Slobodan Despot et Jean des Cars pour deux sujets à première vue lointains: le travail de l'Antipresse d'un côté, les couples tragiques de l'histoire de l'autre. Dans le fond: une même défense de la mémoire historique et de l'humanité vive. A regarder sur la chaîne de TV-Libertés.

## **MARQUE-PAGES - La semaine du 3 au 9 janvier 2020**

### **LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT**

**Corona-sutra.** Les Genevois ne savent pas à quoi ils ont échappé! Leur mégalomniste Mauro Poggia et leur médecin cantonale s'apprétaient à traquer le SARS-Cov-2 jusque dans leur couche, la nuit du réveillon, en édictant la liste des positions sexuelles «covid-safe». Selon *Le Courrier*, «des milliers d'affiches contenant les 12 pictogrammes commandés à l'OFSP et destinées aux alcôves étaient imprimées» — mais le conseil d'État, à la dernière minute, a joué à la retraite.

**Tous cobayes?** Dans une lettre assez encourageante sur le fiasco de la politique vaccinale française, le Pr Perronne soutient que les produits à ARN qu'on veut administrer... ne sont pas des vaccins!

**Silence académique.** Dans une courageuse lettre ouverte aux dirigeants de l'académie de Mayence, le prof. Thomas Aigner,

de Tübingen, interroge les académies scientifiques sur leur silence face à l'illusion des tests PCR et au danger des nouveaux vaccins, alors que ces dérives ont été dénoncées par des savants de renom mondial.

«À la lumière des premiers effets secondaires graves signalés et après les avertissements d'experts renommés, il devient évident que les tout nouveaux vaccins à ARN sont loin d'avoir été suffisamment testés, notamment en ce qui concerne les effets à long terme. Pourquoi les académies sont-elles silencieuses sur ces questions existentielles?». Lettre intégrale en version française (PDF).

**Eurobétail.** Dans un entretien sur la «covidémonologie» (Ковидобесие), l'essayiste et penseur russe Nicolas Starikov décrit un retour du fascisme en Allemagne et en France et la transformation des citoyens des pays occidentaux en animaux d'élevage.

«L'ère des coronavirus qui a commencé

crystallise de plus en plus l'objectif principal: la transformation de l'humanité en un troupeau obéissant. Il est clair que la démocratie occidentale en tant que forme d'organisation politique s'éteint sous nos yeux, se transformant en un jouet dangereux et inutile pour les autorités... Bref, pour paraphraser Voltaire, si le coronavirus n'existait pas il faudrait l'inventer.»

**Bataille légale.** Quand des avocats de renom international s'attaquent à la machine du mensonge, les dirigeants manipulateurs, les médecins escrocs et les cabinets secrets de l'OMS peuvent se faire du souci. France-Soir diffuse un debriefing très intéressant avec l'illustre avocat Reiner Füllmich, fondateur du Comité Corona allemand.

**Satanée année!** A ne manquer sous aucun prétexte, le Rapport 2020 de la société satanique mondiale retranscrit par le futé collapsologue Dimitri Orlov, en particulier ses prévisions...

## Pain de méninges

### TOUTE VISION VIENT À SON HEURE

Il arrive souvent que l'essence d'un être humain meure, tandis que sa personnalité et son corps demeurent vivants.

Les gens que nous voyons dans les rues d'une grande ville sont ainsi, presque tous, intérieurement vides; en réalité, ils sont déjà morts. Il est heureux pour nous que nous ne le voyions pas et que nous n'en sachions rien. Si nous savions combien d'êtres humains sont déjà morts et combien nombreux sont ces cadavres qui gouvernent nos vies, le spectacle de cette horreur nous ferait perdre la raison.

De fait, bien des êtres humains sont devenus fous parce qu'ils ont entrevu cette réalité sans une préparation suffisante — ils ont vu ce qu'ils n'étaient pas autorisés à voir.

Pour être en état d'affronter cette vision impunément, il faut être sur la voie. Si un être humain qui ne peut rien faire voyait la vérité, à coup sûr il deviendrait fou. Mais cela se produit rarement. Dans le cours ordinaire des choses, tout est arrangé de telle sorte que personne ne peut rien voir prématurément. La personnalité ne voit que ce qu'elle aime voir et ce qui ne contrarie pas son expérience.

Elle ne voit jamais ce qu'elle n'aime pas — ce qui est à la fois un avantage et un inconvénient. C'est un avantage pour l'être humain qui veut dormir, c'est un obstacle pour celui qui veut s'éveiller.

— Georges Ivanovitch Gurdjieff, *Fragments d'un enseignement inconnu*.

# THE MISFITS

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENDO

